



Je suis revenu du terrain du NOSO. Les morts des combattants des deux bords qui s'accumulent ont été pour moi un crève-cœur qui, plus qu'hier, m'a convaincu de ce que chaque vie de Camerounais compte. De manière plus large, le nombre croissant des morts enregistrés ces temps derniers dans les guerres du NOSO et de Boko Haram interpelle tout citoyen conscient de ce que les hommes sont la plus grande richesse des nations. Les images horribles des cadavres des victimes des guerres en cours dans notre pays révèlent l'abîme de sauvagerie dans lequel nous sombrons. Nous devons par conséquent avoir un sursaut collectif d'indignation et dire non seulement "ASSEZ", mais aussi agir "accordingly" pour que ces massacres cessent.

Victoires impossibles

L'histoire militaire montre la difficulté voire l'impossibilité de gagner deux guerres à la fois. L'un de ceux qui l'ont compris trop tard a été Hitler qui, combattant déjà sur le front Ouest européen, est allé ouvrir un front Est contre la Russie. On sait le désastre qui s'en est suivi avec la destruction totale de l'Allemagne.

La guerre de Boko Haram nous a été imposée. Nous n' avons donc pas d'autre option que d'anéantir militairement ce mal absolu qu'est le djihadisme meurtrier. Pour le réussir, toutes nos forces de défense doivent être mobilisées sur cet unique front, ce qui impose mettre fin à la

guerre sur le front du NOSO.

Si les analystes avisés pensent que " les combattants ambazoniens " ne peuvent pas remporter une victoire militaire qui consacrerait la sécession au nom de laquelle ils ont pris les armes, , ils sont toutefois en mesure de faire durer cette guerre pendant des années comme cela s'observe pour les guerres asymétriques. De même, le Gouvernement se trouve dans une impossibilité similaire de remporter une victoire militaire totale, sauf à se livrer à des tueries de même ampleur que celles perpétrées contre les nationalistes à l'occasion des troubles qui ont émaillées l'accession à l'indépendance de notre pays, toute chose qui n'est pas envisageable dans le contexte international actuel. Nous sommes donc dans la configuration particulière d'une guerre aux victoires impossibles, c'est à dire où aucun des protagonistes ne peut remporter une victoire totale par les armes.

Malheureusement, la tournure tragique prise au NOSO par les affrontements et l'ensauvagement qu'ils affichent vont croissant. C'est une guerre qui est la marque d'une erreur d'appréciation politique majeure de ceux qui à l'origine se répandaient à l'encan en une incantation de ce que « il n'y avait pas de problème Anglophone », une incantations qui semble avoir captée l'oreille des plus hautes instances décisionnelles de l'État... Et pourtant...

Sur un autre registre, le public garde à l'esprit ces autres arrogants flanqués de myopie politique qui applaudissaient de voir traîner sur l'asphalte les avocats en robes dont certains seront ensuite déportés et gardés en détention à Yaoundé

coupables d'avoir marché pour demander une revalorisation de la "common law", une revendication reconnue juste par la suite, sans qu' aucune excuse n'ait été exprimée pour les sévices physiques et morales subies.

Où sont-ils donc passés ces "va-t-en guerre" quand la réalité des images renseigne sur un état de belligérance où les deux parties subissent des pertes sanglantes, révélant incidemment des comportements cruels dont jamais on aurait imaginé un Camerounais capable.

Où sont- ils aujourd'hui, ces pyromanes pour éteindre l'incendie que leur incompétente arrogance a allumé?

Même si la réponse à ces questions est un silence coupable, les sangs jeunes de Camerounais qui continuent d'être versés dans les bush du NOSO en plongeant de nombreuses familles dans la douleur commande d'arrêter ces massacres de part et d'autre.

Plutôt que de se réfugier derrière le poncif de certains qui qualifient les " combattants ambazoniens" de simples bandits complété par un , je cite: "on va négocier avec qui?", il est temps que ceux qui sont en capacité d'agir se défassent de leurs ergots pour chausser les bottes du réalisme.

Le choix de la raison.

Il est donc de nécessité absolue qu'une solution politique soit mise en oeuvre le plus rapidement possible et que le spectacle macabre des corps décapités ou des combattants

enterrés en brousse "comme des rats", formule entendue d'une personne qui a été témoin oculaire de ces événements prenne fin.

Plus haut, il y a urgence que soit révisé le mix stratégique de la politique gouvernementale, c'est à dire que soit revue la combinaison de l'action politique et des choix de tactique militaire en se donnant comme objectif stratégique, non plus une victoire des armes, mais l'arrêt de cette guerre*.

Dans une perspective d'atteinte d'un tel objectif, nous pensons à l'application du modèle de sortie de crise mis en œuvre à la TRIPARTITE pour arrêter les « villes mortes » qui étaient une forme de guerre dès le lendemain de la fin des travaux.

Le préalable dans la situation actuelle sera une réorganisation d'un leadership gouvernemental dont l'incompétence et la faiblesse conduit à une dérive politico-securitaire qui s'aggrave chaque jour davantage. Le tandem Hayatou- Andze de 1991 avait des capacités nettement supérieures à celui actuellement en poste aux fonctions équivalentes. Ce constat ne saurait ne pas prêter à conséquence.

Une fois résolu ce problème de leadership, il devra ensuite être engagées les véritables manœuvres telles qu'elles l'avaient été en 1991.

Le première manœuvre consistera à établir un contact direct avec les têtes pensantes les plus radicales et les groupes armés opérant sur le terrain et à convaincre les uns et les autres de la nécessité qu'il y a à engager un processus des négociations directes.

En 1991, le Premier Ministre Hayatou nous avait commissionné, feu Antar Gassagay pour les leaders politiques radicaux, Peter Moukoko Mbonjo pour la société civile et moi-même pour les partis politiques modérés, à engager nos interlocuteurs, lui-même étant en back office. Les " quatre *enfants de la veuve*" que nous étions se jetèrent à fond dans cette mission et en trois mois, l'essentiel de la classe politique avait été convaincu de prendre part à la Tripartite.

Lire aussi en vedette

Concert au Zenith de Paris: L'entourage de Paul Biya apporte son soutien au Général Valsero
[Lire la suite...]

La seconde manœuvre sera de négocier un format des conversations, à savoir le lieu et les sujets à aborder. En 1991, la feuille de route assignée par le Président de la République au Premier Ministre était un minima à savoir, discuter le Code Électoral et le Code médiatique. Arrivés aux travaux, nous, Partis politiques, avons obtenu que la question de la réforme de la Constitution soit incluse à l'ordre du jour au lieu et place du Code Médiatique. C'était un grand succès qui a crédibilisé les travaux et permis que dès le lendemain de la signature de la Déclaration de la Tripartite, les " Villes Mortes" s'arrêtent.

La raison de l'échec patent du Grand Dialogue National dont l'objet était un arrêt des hostilités dans le NOSO a été dû à ce que le Premier Ministre a concocté unilatéralement un format et un processus de déroulement des travaux dans son cabinet, en pure amateur politique recourant à

des méthodes inappropriées de fonctionnaire bureaucrate à la différence de la Tripartite où c'est des débats en plénière et selon les circonstances qu'ont été définies les sujets à débattre et les formes appropriées.

En vérité, à la Tripartite, les chaises des trois protagonistes, Gouvernement- Classe politique - Société Civile, étaient occupées. Au Grand Dialogue, la chaise des radicaux de la "cause ambazonienne" était vide, ce qui révélait déjà la faible capacité de mobilisation des acteurs de cette crise et d'une préparation absolument insuffisante de ce gouvernement et qui à mes yeux , présageait du résultat auquel nous sommes arrivés aujourd'hui, raison pour lesquels j'ai déserté les travaux pendant l'essentiel de la durée de cette assise .

En réalité, le Grand Dialogue National qui est abusivement présenté comme ayant été le summum de la panacée offerte par le Gouvernement pour la résolution de cette crise a été instrumentalisé à des fins cachées au public.

Pour le Premier Ministre, s'appuyant sur une véritable colonne préparée d'avance, il s'est agit de prendre dans la bataille de l' antagonisme South West- North West qui ronge le NOSO, les participants du South West ayant été emmenés là en masse pour lui manifester bruyamment leur soutien.

On a ainsi assisté à un affrontement surréaliste entre le Chief Mukete et le Cardinal Tumi. On a vu aussi le Chairman Fru Ndi au micro être outragé par ces mêmes hordes venues du Sud-Ouest lui interdisant presque de parole.

Pour le régime , le Grand Dialogue a été un moyen de refermer le couvercle des revendications lancinantes sur la forme de l'État par la rétrocession d'une partie des pouvoirs détenus par le centre vers la périphérie en fourgant un un Statut Spécial et une Décentralisation de toutes les illusions, parole de l'élue local que je suis, réformes mal préparées et de manière flagrante non soutenues par une véritable volonté politique d' implementation.

C'est à cela que s'est résumé le GDN, un véritable coup de bluff politique qui a coûté des milliards F en pure perte au Trésor Public sans que les promesses faites de régler la crise du NOSO n'aient connu la moindre manifestation positive.

Donner vie à l'utopie

Pour reprendre la main, comme en 1991 après les échecs des tentatives de conversations directes entre le Premier Ministre et les Partis politiques, ensuite entre Président de la République et les leaders politiques, le Chef de l' État devra se résoudre à convoquer comme il l'avait fait à l'époque, une grande assise qui pourrait se nommer *Deuxième Tripartite* ou *Foumban 2* et dont les protagonistes seraient

- Le Gouvernement,
- Les Représentants de l'ex- Cameroun Oriental, classe politique et société civile;
- Les représentants de l'ex- Southern Cameroun désignés par un AAC3- All Anglophone

Conference 3 dont l'organisation doit cesser d' être entravée par les autorités administratives sur instruction.

Je voudrai ici mettre en avant ma qualité de Chef Traditionnel pour dire que dans nos sociétés traditionnelles, tout différend, tout conflit se résoud par la palabre. A cet égard, c'est par un dialogue franc et inclusif que se consolide le" vivre ensemble". Aujourd'hui, nous avons l'obligation de créer un cadre propice qui permettra aux Camerounais de se dire ce qu'ils pensent en se regardant dans les yeux...plutôt que de s'entre-égorger ou se cribler de balles dans les brousses.

A l'entame de cette grande assise, le principe préalable accepté par tous devra être l'intangibilité de la République du Cameroun dans ses frontières actuelles. Toutes les pistes et opinions seront ensuite jaugées pour l'adoption d'un Nouveau Pacte Républicain, NPR, qui redessinera la repartition des pouvoirs politiques, de gouvernance administrative, de dispensation de la justice entre l'échelon central et les niveaux sub- étatiques régional et local, en tenant compte des héritages culturels de chaque zone.

A cet égard, l'exemple des pays ayant une texture multilingue qui a s'est traduit par des ajustements au cen l'organisation de comme la Belgique ou le Canada pourront fournir de la matière pour la réflexion devant conduire à la résolution de cette crise.

Voilà le *Plan FF* du retour à la paix dans le NOSO. L'acronyme F.F. est un symbole. Il renvoie aux monts Febe à Yaoundé et Fako à Buea pour marquer la réconciliation des cœurs à travers le rapprochement de ces deux lieux, Yaounde et Buea, d'où sont parties les volontés qui ont bâti notre pays à qui nous devons léguer la paix. C'est de cette paix dont notre peuple a besoin, cette paix qui est porteuse d'espérance pour une jeunesse rêvant d'un avenir radieux. Et cet avenir radieux, nous devons leur en laisser les promesses.

Sa Majesté Célestin Bedzigui

Président du PAL

Elu Local
